

# Rue de la Rep' : relancer la mobilisation citoyenne

**En s'appuyant sur les victoires d'hier, l'association Un Centre Ville Pour Tous tente de remobiliser les citoyens pour maintenir une pression collective afin de garantir une réhabilitation de la rue de la République destinée à tous.**

« **L** faudrait des personnes relais dans les immeubles ou au moins par groupe d'immeubles pour relayer l'information et faire remonter les cas de figure rencontrés. Ainsi que des gens disponibles susceptibles d'accompagner les cas les plus difficiles dans leur démarché auprès des propriétaires, soutenus bien sûr par des militants d'Un Centre Ville Pour Tous qui leur donneraient toutes les informations nécessaires. C'est important car au fur et à mesure de l'avancée des travaux, les regards extérieurs estiment que l'affaire est réglée. Or, seul un travail collectif et une vigilance continue permettront d'avoir véritablement une réhabilitation du quartier pour tous » : Antoine Richard synthétise les pro-

positions d'Un Centre Ville Pour Tous concernant le « dossier République ».

Samedi après-midi, l'association a organisé une après-midi de travail dans une salle municipale du 2e arrondissement. A la base de cette réunion, une enquête réalisée auprès des 222 personnes qui, en octobre 2004, avaient signé la pétition « Il faut résister » (lire ci-dessous). Fort de ces résultats et des témoignages récoltés dans les diverses actions, l'association a voulu faire le point sur deux années de réhabilitation et sur le sens à donner désormais à la mobilisation citoyenne. « Une mobilisation qui a porté ses fruits » rappelle Nourredine Abouakil, « Nous sommes partis de loin, d'investisseurs qui ne pensaient rénover que des immeubles vides et d'une adjointe au maire qui se disait opposée au maintien en place des populations. Depuis, à force d'engagement citoyen et de médiatisation, les turpitudes des propriétaires ont été reconnues, les pouvoirs publics se sont engagés et la justice s'est exprimée ».

Si les pressions sur les locataires ont diminué et si les méthodes ont changé, des témoignages douloureux sont encore d'actualité (lire ci-dessous). Certes, les « vain-



« Les ripostes sont possibles à condition de prendre les dossiers à temps » (Photos Marie-Laure THOMAS)



queurs » sont rarement là pour raconter leur combat comme le souligne Daniel Carrière, président de l'association, « mais des combats ont été gagnés et des

droits, un recours systématique aux procédures écrites et un travail collectif » comme le synthétise Damien Brochier qui s'occupe notamment des permanences bimensuelles de l'association dans les locaux de la Cimade(1). « Beaucoup de ripostes sont possibles » insiste Daniel Carrière, « à condition de prendre les dossiers à temps pour utiliser tous les moyens possibles ». Ces moyens s'appuient notamment sur la convention signée en 2002 où les pouvoirs publics s'engageaient sur le « soin particulier à ce que les habitants qui résident dans des logements dégradés soient maintenus ou éventuellement relogés dans des conditions correctes au loyer accessible ». Ils testent aussi les définitions données par la justice au contenu d'une opération d'aménagement et au cas de figure marseillais. A noter que, en janvier prochain, une nouvelle étape sera ici franchie puisque la justice devrait s'exprimer sur la légalité des non-renouvellement de bail.

**Angélique SCHALLER**

1/ Un vendredi sur deux de 17h à 19h, 8 rue Jean-Marc Cathala (2e).

En avril et mai dernier, des militants de l'association un Centre Ville Pour Tous sont allés rencontrer les 222 locataires menacés d'expulsion ayant signé la pétition de refus en octobre 2004. Entretien avec Véronique Manry sur les résultats.

**Combien en avez-vous vu ?**

Nous en avons visité la moitié. Parmi eux, 20% n'habitent plus à l'adresse indiquée. La plupart des immeubles où ils vivaient sont en grande partie vides, sans que l'on sache où et comment la population a été relogée.

**Dans quelle condition vivent ceux qui restent ?**

L'état général des immeubles s'est encore dégradé avec un manque flagrant d'entretien de la part des propriétaires. Mais ce qui est surtout pointé par les locataires, c'est le sentiment d'insécurité que ce délabrement provoque ainsi que les nuisances liées aux chantiers : les gens doivent vivre avec des coupures d'eau ou d'électricité parfois très longues, des portes que l'on laisse ouvertes et qui font craindre les cambriolages ou les squatters etc.

Les situations les plus dramatiques étant celles où des personnes sont contraintes à vivre seules dans un immeuble totalement vide.

